

# Le Canard Vigilant

Numéro **327** — Mardi 10 novembre 2020



## Dans ce numéro :

- ① **Les salariés vont payer cher pour les erreurs des dirigeants ! 2**
- ② **Transfert BPCE-IT – Troisième réunion de négociation et plutôt une mauvaise surprise ! 4**
- ③ **Enième CSE sur le thème du TAD : Avis négatif unanime des élus. 4**
- ④ **Personnel soignant épuisé et services saturés : le gouvernement n'a tiré aucune leçon de la première vague 4**
- ⑤ **Pour y voir clair : Restez connectés à la CGT ... 5**



le Canard  vigilant

Une publication du syndicat CGT Natixis.

Consultez le site intranet :

<http://syndicats.intranatixis.com/cgt/>

Consultez le site internet :

<http://natixis.reference-syndicale.fr/>



## Et vous, pas encore syndiqué-e ?



LE TRAVAIL A PLUSIEURS VISAGES.  
LA CGT A LE VÔTRE.





## Les salariés vont payer cher pour les erreurs des dirigeants !

*Ce sont toujours les mêmes vieilles recettes qui sont utilisées !*

Lors de la présentation des comptes du troisième trimestre, devant les élus du CSE de Natixis, Nicolas Namias, pour sa première prestation en tant que directeur général, peu intéressé par les questions et déclarations syndicales, a fortement proclamé qu'il n'était pas disposé à discuter du passé et que seul l'avenir lui importait !

Belle formule de rhétorique ! Au service de la stratégie de communication de la "nouvelle direction", tant les résultats des actions passées de "l'ancienne direction" de Natixis sont peu glorieux !

Mais nous n'oublions pas le passé. Nous avons une boussole : la défense des intérêts des salariés sur le long terme.

Le précédent plan de réduction des coûts - autrement dénommé - "plan d'efficacité opérationnelle" (TEO) a "bien fonctionné" ... pour les actionnaires (des milliards d'euros de dividendes ont été versés) ! 340 millions d'euros d'économies ont été réalisées. Comment ? Et bien notamment en créant une succursale à Porto pour y délocaliser une partie de plus en plus importante des activités informatiques (projet Atlas) en surfant sur des salaires et cotisations sociales largement plus faibles qu'en France, en transférant plusieurs milliers de salariés vers des entités au statut social moins disant (projet Smith), ...

Et pendant le même temps des activités hautement risquées ont été développées en Asie, des produits dérivés de plus en plus complexes ont été inventés et perfectionnés, des financements dans le domaine du gaz et pétrole de schistes aux USA ont été accordés sans soucis du long terme ...

Et le résultat fut au rendez-vous : des centaines de millions d'euros de pertes cumulées ! Et que l'on ne prenne pas prétexte de "la crise du covid", qui certes va avoir des conséquences sanitaires, économiques et sociales catastrophiques, mais chez Natixis (et le secteur bancaire et financier en général) le ver était dans le fruit !

Et maintenant après trois mois "d'intenses travaux et réflexions", à grand renfort de communication, Nicolas Namias annonce l'abandon des activités risquées (nous avons déjà entendu ce refrain après la crise de 2008) et présente **un nouveau plan de réductions de coûts de 350 millions d'euros** à réaliser pour revenir à une politique capitaliste normale de distributions de dividendes ! Quelle politique innovante !





D'autres étapes vont être présentées ces prochaines semaines ou prochains mois aux instances représentatives du personnel.

Mais d'ores et déjà **une première brique de ces futures économies sur le dos des salariés est posée : le projet Homère** qui organise le transfert de l'activité de production informatique, infrastructure et sécurité de Natixis vers BPCE-IT !

La CGT met tout en œuvre (avec l'intersyndicale CFTC -CGT - SNB - SUD - UNSA ) - pour que les salariés transférés ne soient pas perdants (voir nos différents articles sur le sujet ).

**L'heure est à la mobilisation des salariés avec les organisations syndicales** pour résister aux plans qui voudraient remettre en cause nos emplois, nos rémunérations, notre temps de travail, nos statuts sociaux, nos droits et garanties !



**Continuez à signer et faire signer la [pétition](#) intersyndicale (CFTC-CGT-SNB-SUD-UNSA)**



## Transfert BPCE-IT – Troisième réunion de négociation et plutôt une mauvaise surprise !

---

*Lors de la réunion nous avons pu balayer les quatre premiers items de la liste de course et ...*

Au moment de passer **aux propositions** de la direction nous apprenons que **le temps de travail et les astreintes** (et autres) ne seraient pas traités lors de cette négociation mais **repoussés opportunément à une négociation ultérieure** courant du second semestre 2021. Donc sans les **organisations NSA** ...

Mieux, on apprend en poussant la **direction de BPCE-IT** dans ses retranchements qu'elle souhaite **augmenter** le temps de travail de **ses salariés** au cours de cette future négociation. Et que du point de vue coût, **la convergence des régimes d'astreintes** aurait été d'une valeur de **20 000 euros**. Alors que d'un autre côté, en **généralisant le modèle NSA** la direction BPCE-IT tirerait profit de la **défiscalisation des heures supplémentaires...**

Bref, si on n'a **pas le temps de négocier** (car les sujets seraient **complexes** (?!)) avant le transfert, l'**intersyndicale** (d'une même voix et à de multiples reprises) demande d'en **repousser la date**. Tout simplement. Puisque par définition cela est bien à la main de nos directions **c'est quand même elles qui l'ont voulu ce transfert !!!** Mais cela ne semble pas à l'ordre du jour ... Dans cette histoire nous ne pouvons que regretter le **silence assourdissant** de la CFDT.

## Enième CSE sur le thème du TAD : Avis négatif unanime des élus.

---

*Notre direction a essayé en séance de faire porter la responsabilité des couacs de communication à l'instance du CSE ...*

En **cohérence** avec les diverses publications des organisations syndicales, **les élus ont émis un avis négatif** au **projet d'évolution du plan sanitaire** présenté par la direction de Natixis. Bien évidemment **la généralisation du TAD arrive trop tard** et sur obligation gouvernementale mais ce n'est pas faute de l'avoir demandée depuis des mois. Et le nombre important de dérogation présentées **sans aucune justification opérationnelle** ne nous a pas convaincu.).

Vous trouverez ci-contre le contenu de l'avis négatif voté à l'unanimité en séance **Avis CSE extraordinaire 04-11-2020**

## Personnel soignant épuisé et services saturés : le gouvernement n'a tiré aucune leçon de la première vague

---

Saturation des hôpitaux, manque de moyens, épuisement des personnels soignant...la gestion désastreuse de la crise sanitaire a donné lieu à un nouveau confinement alors que la France est touchée par la deuxième vague de l'épidémie de coronavirus.



Face à la saturation des services de réanimation et au manque de lits, le gouvernement a imposé un nouveau confinement début novembre.

8500 lits ont disparu depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. Ce déficit de lits incombe très largement à différents membres du gouvernement en place : Roselyne Bachelot, ministre de la santé de 2007 à 2010, a supprimé près de 40 000 lits et 8 500 lits ont disparu depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron.

Pis, **après la première vague, le gouvernement a continué à fermer des lits** et à exiger **des milliards d'économie à l'hôpital public** (4 milliards d'euros d'économie imposés à l'hôpital public dans le cadre du PLFSS 2021), c'est-à-dire à mener la même politique qui a rendu l'hôpital exsangue.

De fait, la crise actuelle est essentiellement due à **l'incapacité de notre système de santé à gérer à la fois les malades habituels et une augmentation d'activité liée à l'épidémie**. Si nous avions armé les services de réanimation 12 000 lits demandés (contre 5800 aujourd'hui), l'hôpital serait moins sous tension. Il faut rappeler que même avec ce potentiel, la France resterait encore derrière l'Allemagne qui dispose en période normale de plus de 15 000 lits.

Les personnels soignants souffrent aujourd'hui d'épuisement professionnel.

Déjà éprouvé par la première vague, le personnel soignant doit désormais faire face à la deuxième vague de coronavirus autant qu'à l'incurie du gouvernement dans sa gestion de la crise.

La majorité d'entre eux et elles souffrent aujourd'hui d'épuisement professionnel. D'après une enquête réalisée par l'Ordre national des infirmiers début octobre, **57 % des enquêtés sont « en situation d'épuisement professionnel »**. Plus d'un tiers des infirmier.es salarié.es indiquent être « en effectifs réduits par rapport à la normale », et **57 % estiment « ne pas disposer du temps nécessaire pour prendre en charge les patients »**. D'après l'Ordre national des infirmiers, les enseignements tirés de la première vague ne sont pas suffisamment pris en compte et les directions hospitalières se montrent sourdes à l'épuisement des soignants. Certaines directions vont même jusqu'à leur **demander de prouver qu'ils/elles sont réellement épuisés-es**.

Dans ce contexte, notre organisation a lancé sa campagne « **Formez-Embauchez-Nous sommes épuisés-es** » avec une enquête sur le recensement des besoins service par service et établissement par établissement.

La première urgence est le recrutement de personnels. Nous réclamons un plan d'embauche massif d'au moins 400 000 personnes : 100 000 à l'hôpital, 200 000 en Ehpad, 100 000 pour l'aide à domicile.

**Pour y voir clair : Restez connectés à la CGT ...**

Sur notre site intranet : <http://syndicats.intranatixis.com/cgt/>

Ou sur notre site internet : <http://natixis.reference-syndicale.fr/>